

Dans quelle famille avez-vous grandi ?

Une grande famille, au Burkina Faso. Mon père était instituteur. Ma mère restait à la maison, mais elle faisait aussi du commerce. Elle était polyvalente. Elle faisait du pain, des beignets qu'elle allait vendre au marché. J'étais l'aînée de six enfants: quatre garçons, et une petite dernière qui est née quand j'avais 15 ans. J'avais un destin prédestiné: je devais remplir des devoirs de fille.

Des devoirs ?

Je devais avoir du respect pour mes frères, parce qu'ils étaient des garçons. Je devais aussi les servir, leur préparer le petit déjeuner parce que, là-bas, à cette époque, les hommes étaient supérieurs. J'ai grandi avec l'idée que je vivais avec un homme, que je travaillerais pour lui, que je le servirais. C'était le modèle de toutes les familles, mais cela me semblait insupportable à imaginer. Je voulais avoir ma propre vie. Pour moi, le respect doit être associé à quelque chose que l'on mérite, pas juste parce qu'on existe. Donc, c'était assez frustrant. Parfois, j'allais vendre les beignets avec ma mère. C'était gratifiant. Bien plus que d'aller au puits, porter le seau d'eau sur ma tête sous un soleil brûlant, le ramener pour que les frères se lavent les mains. Je détestais aussi la lessive !

Le soir, il vous arrivait de rejoindre votre père qui discutait de politique avec ses amis...

C'était mon hobby préféré. J'allais les rejoindre dans le noir. Je les écoutais, c'était très chouette. Évidemment, il fallait rester tranquille dans un coin. Mais parfois, j'avais cette envie irrésistible de rire ou de dire quelque chose. Je disais que je n'étais pas d'accord. Alors j'étais découragée et on me disait: "Mais qu'est-ce que tu fais ici?" Parce que les femmes n'avaient pas voix au chapitre.

Comme toutes les petites filles, vous avez été excisée...

Entre 5 et 6 ans, 75% des filles au Burkina Faso se font exciser. Aujourd'hui encore, la pratique n'a pas beaucoup reculé. Les femmes ne sont pas encore émancipées, certaines pratiques traditionnelles perdurent. Les gens ne se parlent pas franchement. L'excision m'a coupé une partie de moi-même. Au début, je n'ai pris conscience que de l'aspect physique de la douleur. Puis, j'ai ressenti la perte de confiance, le fait d'être toujours en insécurité. J'ai ressenti la frustration de ne pas avoir de réponse à mes questions, et même de ne pas avoir le droit de les poser, parce que les filles doivent juste accepter la vie telle qu'elle est. En grandissant, les filles qui subissent cela découvrent que cet acte barbare, qui consiste à couper un bout qui n'existe pas encore vraiment, sert à brider la femme que l'on va devenir. Ce n'est pas seulement moi que l'on a excisée, c'est ma vie qui a été excisée. Ce n'était pas mon corps de petite fille, mais ma vie de femme dans son entièreté. J'ai découvert des conséquences physiques et mentales bien plus tard: c'est *ad vitam aeternam* que l'on ressent ce traumatisme.

Et aujourd'hui ?

Devenue adolescente, puis adulte, j'ai été confrontée à des limitations personnelles dans ma vie, liées au traumatisme que j'ai subi, dans mon développement émotionnel et personnel en tant que femme. J'ai appris à dompter cela. J'ai découvert que l'on pouvait choisir d'être la personne que l'on veut devenir, en lisant des livres qui m'ont inspirée, et en racontant aussi mon histoire dans un livre: *Parce que tu es une fille, histoire d'une vie excisée*. La parole nous rend cette force qui nous a été prise. Elle nous aide aussi à accepter d'être vulnérable.

Quelle est la signification de cet acte ?

C'est montrer que la femme ne s'appartient pas.

C'est lui enlever son droit à l'autodétermination, son droit à s'inventer pendant sa vie. C'est l'humilié et lui dire: "Tu vas obéir et tu sauras ce que nous avons décidé que tu deviendras." C'est un attentat physique sur le corps, mais aussi sur l'esprit. Il faut donc avoir de l'autocompassion pour pouvoir s'ouvrir à ce qu'il y a dans la vie, en dehors du périmètre qui vous a été laissé après cet acte.

Qu'en pensent les gens qui pratiquent cet acte ?

Ils disent qu'ils répètent une tradition. Aujourd'hui encore, en Belgique, des hommes demandent à des médecins de pratiquer des excisions ou des circoncisions. Quand le médecin refuse, ils vont en France ou dans leur pays d'origine. Je travaille beaucoup avec une ONG néerlandaise, *Femmes for Freedom*, sur les questions de mutilations génitales, et pour mettre fin aux mariages forcés. Nous explorons des pistes juridiques pour lutter contre des systèmes de justice parallèle qui permettent à des jeunes filles de 12 ans, nées ici, d'être vendues au Pakistan, en Afghanistan ou en Somalie. Cela me fait pleurer de savoir que l'on n'a pas encore réussi à rédiger des lois sérieuses contre le viol. Parfois, les violences sexuelles sont encore traitées comme de simples faits divers.

Revenons à votre parcours...

Au lycée, j'ai créé une association d'élèves, j'ai écrit dans le journal de l'école. J'ai commencé à lire beaucoup, très tard la nuit. Je rêvais de devenir journaliste parce que je trouvais que cela pouvait aider à faire progresser les droits humains. À l'université, en communication, j'ai suivi les cours en anglais. Je parle aussi allemand. Ce métier m'intéressait parce que j'admirais un journaliste, devenu mon mentor: Norbert Zongo. Je ne suis pas devenue journaliste, mais je tiens quand même une rubrique chaque samedi dans *De Telegraaf*, aux Pays-Bas.

Pour vous faire un peu d'argent, vous êtes guide pour les touristes. Vous rencontrez un couple de Hollandais qui vous convainc de venir en Europe...

Je n'avais jamais eu envie de partir en Europe. Je voulais m'engager en politique au Burkina Faso, parce qu'il fallait changer des choses. Cela a été très dur de ne pas pouvoir continuer. Mais je ne pouvais pas rester au Burkina Faso. J'avais été menacée. Thomas Sankara, l'ancien Président, avait été assassiné en 1987 lors d'un coup d'État sanglant mené par son ancien compagnon de lutte, Blaise Compaoré. J'ai beaucoup travaillé avec des jeunes de mon âge que j'ai encouragés à se révolter contre ce gouvernement. J'avais fait cette promesse à un groupe de jeunes. Je voulais aller au bout de cet engagement. Cela m'a mise dans une situation impossible. J'ai été menacée, ainsi que ma famille. Ce n'était pas mon rêve de m'envoler pour l'Europe. En plus, j'étais très proche de mon père intellectuellement, de ma mère émotionnellement. Et je voulais absolument être près de mes parents. J'étais l'aînée de six enfants et j'avais un sens des responsabilités. Mais j'étais coincée et j'ai été obligée de partir.

Vous êtes arrivée à Tilburg, aux Pays-Bas, puis à Leuven...

Oui, j'y ai rencontré mon mari. Un Wallon! Puis, j'ai voulu revenir au Ghana pour étudier les relations internationales. J'avais une admiration pour Kofi Annan. C'était un modèle pour moi. Mais cela n'a pas été possible. Finalement, je suis arrivée en Belgique. J'ai fait toutes sortes de boulots: aide-ménagère, réceptionniste, secrétaire. J'ai continué mes études. La connaissance des langues m'a aidée: j'en

parle sept aujourd'hui. J'ai travaillé chez PwC, BNP Paribas, International Paper. Mais le virus politique ne m'a jamais quittée. Une fois installée à Ixelles, je me suis inscrite à la section locale du MR.

Et c'est Louis Michel qui vous a repérée...

Non! C'est moi qui l'ai repéré! Un jour, lors d'une réunion politique au château de Harzé, je l'ai vu, entendu. J'aime les gens passionnés. J'ai été impressionnée. Son discours sur la justice sociale et le droit à l'autodétermination me parlait vraiment.

Lorsque vous avez pris la nationalité belge, vous croyiez que ce serait une fête...

Le jour où j'avais rendez-vous à la maison communale pour obtenir enfin ma nationalité belge, je m'étais vraiment bien sapée, comme on dit en Afrique. Mais il ne s'est rien passé de spécial. Rien. Décevant. Ce fut une grande déception. Je pensais que c'était important pour tout le monde que je devienne belge. Mais non...! Pour moi, c'était vraiment

un grand jour. J'ai été reçue dans un petit bureau obscur par un fonctionnaire indifférent qui m'a dit: "Voilà, vous êtes belge." Je pensais qu'il y aurait une cérémonie, quelque chose de solennel. Parce qu'on devient membre de ce pays. Et j'acquiers plein de droits. Je peux même voter. Je ne savais pas que c'était comme ça qu'on devenait belge. Aux Pays-Bas, quand on devient néerlandais, on doit prêter

serment. Ici, rien. Il y a même des gens qui sont venus me dire: "Maintenant que tu es belge, pourquoi travailles-tu? Tu peux toucher le chômage, avoir plein de trucs gratuits..." J'ai cru que si on me donnait quelque chose, je devrais un jour rembourser. La personne m'a dit: "Non, tu ne dois rien rembourser; c'est gratuit." Or moi, je travaillais beaucoup. Et je sais que rien n'est jamais gratuit. Venir ici pour recevoir et ne rien donner, c'est de la mauvaise intégration. Pour moi, il est important de travailler, de gagner mon salaire. C'est gratifiant et c'est cela la liberté.

Quelle est votre vision de l'intégration ?

S'intégrer, c'est aussi se respecter. Si j'allais vivre au Japon, j'apprendrais le japonais, les coutumes, puisque c'est moi qui ai choisi le Japon. Je ne veux pas aller dire: "Je vis au Japon, mais j'ai envie de vivre comme au Mali ou en Bolivie." Il faut s'intégrer en adoptant les valeurs de son pays d'accueil et savoir qu'il y a un minimum non négociable à respecter. C'est ce socle de valeurs communes qu'il faut protéger: l'égalité entre les hommes et les femmes, la séparation entre l'État et la religion, la primauté des lois sur la culture et les préférences religieuses, la responsabilité en tant que citoyen. Il y a un minimum de choses que tout le monde doit partager.

Y a-t-il une distinction entre intégration et assimilation ?

C'est un faux débat. Assimilation ou intégration, c'est la même chose. On se bat sur des mots, mais le désir et le besoin sous-jacents d'une société, c'est que les gens respectent la loi. Je trouve que le communautarisme est vraiment la fin d'une société. Et c'est aussi la fin de la liberté individuelle. On ne peut pas s'épanouir comme ça. On perd toujours en tant qu'individu, mais aussi en tant que société. Si des personnes ne respectent pas la loi, si elles pensent que la religion ou la culture sont au-dessus de la loi, elles trahissent la société et tournent le dos aux opportunités qui pourraient s'ouvrir à elles. Certaines traditions sont incompatibles avec les lois.